

L'histoire du P.C. (b) menacée du pilon

« On dut évacuer d'Odessa les troupes d'intervention qui, au contact des armées de la République soviétique, se laissaient gagner par l'esprit révolutionnaire et avaient commencé à se soulever contre leurs maîtres impérialistes. C'est ainsi, par exemple, que les marins français, guidés par André Marty, s'étaient révoltés à Odessa. »

Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S., p. 224, édition de 1939, approuvée par le C.C. du P.C. (b) de l'U.R.S.S., 1938

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION — ADMINISTRATION 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11^e) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR.

Staline avoue l'assassinat de Jdanov et de Dimitrov

AVEC la mise en accusation des médecins « terroristes », Staline renoue le fil des procès sanglants qui se déroulent sans interruption de janvier 1935 à 1938.

L'affaire des neuf médecins répète mécaniquement le procès Boukharine de 1938. En effet, à ce procès figurait Yagoda, nommé en 1935 chef du Guépéou par Staline et metteur en scène des procès précédents. Yagoda était accusé d'avoir empoisonné Maxime Gorki.

Pour étayer cette accusation étaient cités quatre médecins du Kremlin qui confessaient « avoir ordonné des remèdes contre-indiqués pour la maladie donnée » et être ainsi « responsables de la mort prématurée de Maxime Gorki ».

Les précisions méticuleuses apportées au procès établissent, sinon la responsabilité des quatre médecins, du moins la certitude que Gorki avait été bel et bien empoisonné par le Guépéou avant l'ouverture des procès de Moscou pour prévenir une protestation humanitaire du vieil écrivain, compagnon de route des dirigeants bolcheviks.

L'un des médecins, le Dr Levine, explique alors sa participation au crime par le fait qu'un refus des ordres de Yagoda « signifiait la ruine pour moi et ma famille » et qu'il était « complètement impossible d'échapper à Yagoda ». Le docteur Levine se soumettait à Yagoda parce qu'il était impuissant devant Staline. Staline liquidait Yagoda pour se débarrasser d'un complice qui en savait trop et pour faire passer sur ses épaules la responsabilité d'un assassinat que la rumeur publique attribuait à Staline.

Si les quatre médecins ont été présentés maladroitement au procès de Boukharine comme des marionnettes sorties de leur boîte, le procès qui se prépare — et dont la vedette n'est pas encore connue — est beaucoup plus soigneusement mis en scène. Ce détail mis à part l'opération est exactement la même. Les neuf médecins sont accusés d'avoir versé le « mauvais poison » à Jdanov et peut-être bien à Dimitrov (mort en U.R.S.S. alors qu'il s'efforçait de soutenir la revendication de Tito de fédération balkanique).

EISENHOWER ENTRE EN FONCTIONS



Le général Eisenhower entre dans ses fonctions de président des Etats-Unis ce 20 janvier. De ses promesses électorales de mettre fin à la guerre de Corée il n'est plus question. « Personne ne sait comment terminer la guerre de Corée », déclarait récemment le général Bradley. Il y aurait bien un moyen : rétrograder les troupes américaines d'intervention, respecter le droit du peuple coréen à disposer de lui-même. Mais c'est là un moyen dont les hommes d'affaires qui gouvernent à Washington ne peuvent envisager l'emploi. Au contraire, leurs projets d'extension de l'agression contre la Chine semblent se préciser. Débarquements américains en Corée du Nord sous la protection d'obus atomiques ? Utilisation des forces de Chiang-Kai-Chek pour des opérations de combats en Chine continentale ou dans l'île de Hainan ? Constitution d'un front entre Formose, Tokio et Séoul contre Mao-Tse-Toung ? Front pour lequel, il est vrai, la bourgeoisie japonaise, qui a un besoin de plus en plus impérieux de débouchés commerciaux sur le continent asiatique, manque d'enthousiasme.

devalent l'être, même si l'on s'en tient à notre point de vue égoïste, car aussi longtemps qu'ils seront les barrières d'un monde despotique ils pourront être intégrés dans une force d'agression... Tel devrait être le premier objectif de la politique étrangère américaine.

Ainsi les impérialistes américains ne peuvent plus se contenter de contenir le communisme « suivant la doctrine Truman. Il leur faut maintenant à brève échéance rouvrir à leurs capitaux et à leurs marchandises une partie au moins de ce tiers du monde qui leur échappe. Ils ne cachent pas d'ailleurs les encouragements qu'ils trouvent au durcissement de leur politique dans les symptômes d'une aggravation de la crise du régime stalinien. Avec l'ouverture d'une nouvelle grande vague publique d'épurations, comme l'U.R.S.S. n'en avait plus connu depuis seize ans, ils se sont même jusqu'au sommet du Parti communiste français ou des Etats satellites, mais jusqu'aux sommets de la bureaucratie du Kremlin elle-même.

Foster Dulles ne manifeste pas plus de souplesse — à l'égard des alliés européens des Etats-Unis, Churchill, qui voulait obtenir des garanties pour les intérêts commerciaux et stratégiques anglais en Extrême-Orient, et une nouvelle aide en dollars ou l'abaissement des barrières douannières qui s'opposent à l'entrée des marchandises anglaises aux U.S.A., est rentré à Londres sans avoir rien obtenu. Dulles n'a pas caché le peu d'importance qu'il attache aux conversations Eisenhower-Churchill, qu'il qualifie de bavardage d'après-dîner.

Il préconise en même temps une nouvelle élévation des tarifs douaniers.

G. BLOCH. (Suite page 3.)

Si le front unique des partis socialiste et communiste se réalise LES RICHES PAIERONT

DANS sa déclaration d'investiture, René Mayer s'était livré à de savantes manœuvres. Il tentait de donner l'illusion à la bourgeoisie américaine qu'il était décidé à faire ratifier rapidement le traité d'amitié européenne, en le mettant immédiatement en discussion. En retour il espérait un minimum de crédits permettant une « politique de relance ». En même temps il déclarait que : 1° le gouvernement, dans une question aussi importante, laisserait les députés agir selon leur seule conscience et ne poserait ni la question de confiance lors du débat à l'Assemblée ; 2° qu'il demanderait la mise en discussion de protocoles additionnels avant la ratification, semblant dire par là aux députés représentant la partie de la bourgeoisie opposée à la ratification

du traité d'amitié européenne : « Nous aurons toujours gagné du temps, et au moins que dans tous s'étaient écoulés quand le sénateur républicain Wiley, futur président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain mettait publiquement « en garde contre les retards apportés à la ratification de la communauté européenne » et prétendait « que le Congrès analyserait de près le budget d'aide militaire à la lumière des décisions de l'Europe concernant la création d'une armée commune ». Le double jeu ne prend pas.

Comment M. Mayer se retournerait-il ? Tentera-t-il de fléchir les réticences d'une partie de la bourgeoisie française ?

S. JUST. (Suite page 4.)

Pas de défaite décisive en Afrique du Nord

La provocation montée par l'impérialisme français contre les peuples d'Afrique du Nord a partiellement réussi. En Tunisie, si les assassins de Fehrat Hached continuent à courir en liberté, les principaux dirigeants du Néo-Destour et le P.C.T.M. sont en camp de concentration et déporté. L'un des magistrats commis à cette affaire, et comme par hasard le seul qui jouisse d'un peu d'estime dans les milieux tunisiens, M. Buthaud, a été dessaisi. Au Maroc, l'Italial et le Parti communiste marocain sont quasiment réduits à l'illégalité. En Algérie la vague de répression se poursuit et s'amplifie. Messali Hadj reste déporté à Nior.

Il est évident que le mouvement pour l'indépendance nationale a subi un échec. L'impérialisme français a gagné une première manche contre les masses. Mais de cet échec seuls des imbéciles réactionnaires à la Hautcoeur peuvent conclure que les Tunisiens ont oublié le nom de Bourghiba. Le maréchal Juin a apprécié, quant à lui, infiniment mieux le rapport des forces, quand il déclare que la France se doit d'utiliser « le répit » pour mettre en place le dispositif qui lui permettra de liquider une fois pour toutes les aspirations des masses.

La signification des mesures que veut prendre l'impérialisme nous est donnée par les manœuvres du général Guillaume au Maroc, qui s'appuyant sur l'agent français El Glaoui, médié un interlocuteur bien docile.

De telles petites manœuvres n'ont pas bien loin et, que l'impérialisme le veuille ou non, les problèmes qui sont à la base de la crise nord-africaine se retrouvent posés dans la marche des événements et certainement plus vite qu'on ne le pense dans ses états-majors.

Non, il n'y a pas eu de défaites décisives du mouvement national. Le Néo-Destour et l'Italial, bien que désorganisés pour le moment, ont gardé la confiance des masses. Ils utiliseront ce « répit » pour, avec le M.T.L.D., faire le bilan de cette première grande vague de luttes, en dégager les enseignements et établir une perspective de combat.

Pierre LAMBERT.

Pas d'unité d'action :

LE LEAP RESTE EN PRISON !

DUCLOS, secrétaire général du Parti communiste français, a prononcé dans la dernière quinzaine de décembre, devant le Congrès, le premier devant l'Assemblée Nationale, le 6 janvier, lors des débats sur l'investiture de René Mayer, le second devant les commissions des Immunités parlementaires, le 14 janvier.

Ces deux interventions traitent en particulier de la politique répressive du gouvernement.

J. Duclos s'est efforcé de démontrer les illégalités flagrantes commises par le gouvernement en ce qui concerne les accusations portées contre Alain Le Léap et les quatre dirigeants nationaux de l'U.J.R.F. Certes il était nécessaire de montrer l'évidence et de faire procès des méthodes scélérates employées par le gouvernement pour arriver à ses fins. Mais ne parler que de cela, alors que tout le mouvement ouvrier cherche des solutions concrètes pour la réalisation du front unique, seule forme de combat valable contre ces méthodes scélérates, cela ne fait pas avancer d'un pas.

Alain Le Léap et ses compagnons, du fond de leur cellule, auront beau songer qu'ils sont ouvriers cherchant que la Constitution a été violée, cela leur fera une belle jambe, si la classe ouvrière ne vient pas les sortir de là. Toutes les déclarations de J. Duclos.

J. BEVAERE. (Suite page 4.)

DESERTIONS MASSIVES EN INDOCHINE

L'Agence de presse du Viet-Nam signale des cas de plus en plus nombreux de démoralisation et de désertion parmi les troupes françaises et nord-africaines qui combattent en Indochine. Les Algériens et Marocains en particulier, demandent leur rapatriement d'une façon de plus en plus pressante. Voici quelques exemples de désertions venant de dernier. A Kienan, ils ont abattu leur officier français qui s'opposait à leur revendication de rapatriement. Dans la province de Hungyeng, pour la même raison, ils se sont révoltés et ont incendié leurs postes. A Hadong, deux unités de motocyclistes, dont une composée de l'Armée populaire. De même les labors marocains, officiers en tête, du district de Tuky (province de Maidueng).

LE SENS DU PROCES EN PREPARATION

Quel bureaucrate chevronné aura la vedette dans le prochain procès ? Le précédent Yagoda semble indiquer que le maître actuel du Guépéou, Béria, est visé. Staline a le plus grand intérêt à charger son exécutant policier de la responsabilité des crimes qu'il lui a ordonnés. L'opinion publique soviétique apprendrait la pendaison de Stalinsky, commencé à interpréter la mort prématurée de Jdanov.

Déjà la menace contre Béria se précise LONDON. (Suite page 2.)

Aider la révolution bolliovienne à triompher

La Révolution bolliovienne s'amplifie. Les masses paysannes, les serfs des latifundia des hautes plateaux et de la partie orientale du pays, les petits propriétaires agricoles de la vallée, les travailleurs des industries minières, ont fait de grands progrès. Des syndicats surgissent, des comités s'organisent.

Les ouvriers qui ont découvert la nationalisation des mines, luttent maintenant pour arracher un véritable contrôle ouvrier.

La désaffection des masses par rapport au gouvernement et au Mouvement National Révolutionnaire progresse rapidement et la crise à Pithulien est un événement. Le Congrès du Mouvement National Révolutionnaire qui devait se tenir en décembre passé fut à nouveau repoussé.

La lutte se circonscrit de plus en plus entre le gouvernement et le Parti Ouvrier Révolutionnaire, section bolliovienne de la IV^e Internationale. Elle est déjà entrée dans la phase d'attaques systématiques déclenchées par le gouvernement, y compris des déclarations éhontées.

La publication et la diffusion du journal et de toute autre littérature du Parti Ouvrier révolutionnaire sont entravées.

La popularité du Parti Ouvrier Révolutionnaire augmente sans cesse. Le Parti Ouvrier Révolutionnaire vient de fonder la Confédération des Travailleurs Partisans (C.T.P.), un groupe de travailleurs indépendants de travailleurs indépendants. Cette Confédération participera avec trente délégués, tous ouvriers, au prochain congrès de la C.O.B. (Centrale Ouvrière Bolliovienne).

Les staliniens ne peuvent décomposition se contentent d'un rôle d'appui à la lutte que le gouvernement et la direction ontient contre le Parti Ouvrier Révolutionnaire.

L'influence de la révolution bolliovienne, ainsi que celle de l'activité révolutionnaire du P.O.B. commencent à s'exercer sur le mouvement ouvrier des pays latino-américains. Exemple : la magnifique réception qui fut réservée par le prolétariat chilien à la délégation de la C.O.B. qui s'est rendus dans ce pays, conduite par le camarade A. Moller, directeur de la C.O.B. du P.O.B.

Importants syndicats ouvriers de Santiago, de Valparaiso et de Vina del Mar ont invité la délégation et organisé à ce propos des réunions et des conférences spéciales. Nous nous assurons au terme du communiqué du B.I. de la IV^e Internationale de ces informations sont extraites.

Les travailleurs bollioviens ont besoin d'une aide immédiate, de la solidarité financière, de la solidarité politique active des travailleurs de tous pays. Le P.C.I. appelle les militants s'avant-garde à participer activement à cet acte de solidarité. C.C.P. S.P.E.L. 605-201.

SUR LE FRONT OUVRIER

Envers et contre tous les bureaucrales

SURMONTER LA DIVISION !

Tous les partis bourgeois et tous les patrons de France se trouvent d'accord sur un programme de surexploitation de la classe ouvrière que le gouvernement va tenter d'appliquer.

La classe ouvrière n'est pas dupe pourtant et essaie, autant que faire se peut, de résister à l'offensive (qui est la cible) Cependant la division des travailleurs entre différentes centrales syndicales opposées paralyse la résistance.

Surmonter aujourd'hui cette division est la condition essentielle de la réussite de la contre-offensive ouvrière.

Or toutes les Conférences syndicales semblent se préoccuper uniquement de la reprise des cartes et se désintéresser de la réalisation nécessaire de l'action commune.

Pourtant, sur le terrain des conférences nationales de Fédérations, un certain pas en avant semblait être réalisé. Ces conférences nationales, que ce soit celle de la Fonction publique qui fut débattue au congrès de la Fédération de l'Éducation nationale, et adoptée par le Congrès de la Fédération Postale, ou celle de l'Automobile ouvrière la voie à une possibilité de rassemblement puis de mobilisation d'un certain nombre de secteurs ouvriers contre les patrons.

Or aujourd'hui, la C.G.T. vient peser de tout son poids dans le sens de la non-réalisation de cette unité d'action. La position de Lecœur, reprise avec quelques nuances par Frachon dans un récent article de La Vie Ouvrière démontre, en fait, une volonté délibérée de faire échec à l'unité d'action avec F.O. ou la C.F.T.C. C'est là un élément nouveau dans les réformistes et les chrétiens ne vont pas manquer de faire argument pour tirer leur épingle du jeu devant la classe ouvrière qui se verra encore une fois désarmée par ces basses manœuvres et combinaisons sectaires.

Depuis près de deux ans, la C.G.T. avait mené avec constance, sinon avec conséquence, une politique de front unique à l'égard des autres centrales syndicales. La C.F.T.C. se trouvait en contrainte de faire échec à l'unité d'action avec F.O. ou la C.F.T.C. C'est là un élément nouveau dans les réformistes et les chrétiens ne vont pas manquer de faire argument pour tirer leur épingle du jeu devant la classe ouvrière qui se verra encore une fois désarmée par ces basses manœuvres et combinaisons sectaires.

Les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille, car tous les jours, ils mesurent de façon très précise la volonté patronale d'exploitation. Déjà, dans leurs syndicats qui les défendent si mal, les travailleurs font connaître leurs aspirations qui s'expriment dans une formule centrale : "UNITE !"

Frachon peut trouver superflu d'adresser des lettres qui resteront sans réponse aux autres organisations, il n'empêche que lorsqu'il accomplissait cette démarche « inutile », il avait l'appui et l'assentiment de milliers de prolétaires, dont ceux de F.O. n'étaient pas les derniers. Comptant avec une politique qui ne pouvait manquer de porter ses fruits, et qui les aurait portés si elle avait été menée plus correctement, Frachon empêche ses propres militants de remporter le moindre succès dans l'ère lutte qui se déroule entre le Comité et le Travail.

Frachon aurait-il oublié la belle formule qu'il employa il n'y a pas si longtemps : convaincre ou submerger ? Frachon peut oublier car il pense que les clients ouvriers s'approprient. Les ouvriers, eux, n'oublieront pas, il se pourrait très bien que Frachon soit lui-même, tôt ou tard, convaincu ou submergé !

À travers les conférences nationales ; à travers les luttes qui se déroulent contre l'augmentation des cadences, contre la réduction des temps, contre les atteintes aux libertés démocratiques élémentaires, les ouvriers feront entendre leur voix. Ils feront voir, ils feront entendre leur volonté de finir avec un régime qui les opprime.

Pour ce faire ils s'engageront dans la seule voie qui mène à leur victoire : l'unité d'action de la base au sommet, envers et contre tous les bureaucrales.

D. RENARD.



Pour réaliser l'unité d'action un exemple : les postiers

Dès à présent le Comité national est placé devant les tâches d'un rebondissement du mouvement.

Quand on sait que le treizième mois augmenté d'avantages multiples est touché dans de nombreuses corporations du secteur public comme à Secor, à la S.N.C.F., S.N.C.F., les banques, le gaz de France, l'E.D.F....

Quand on sait que même à l'Administration centrale des P.T.T. les fonctionnaires ont perçu, pour 1952, des primes de « rendement » échelonnées de 39.000 fr à 194.000 fr, auxquelles s'ajoutent — ironie des heures supplémentaires fictives allant de 17.750 fr. à 68.000 fr au titre du quatrième trimestre...

Quand on est en présence de tous ces précédents, il convient de penser que le Ministère est en droit de tout redouter de la part des postiers.

Le Comité national, en sa réunion du 13 janvier, constatant l'absence du mouvement, avait fixé comme tâche principale la réalisation de l'unité d'action entre toutes les Fédérations.

Une réunion extraordinaire fut nécessaire. La résolution présentée par le camarade Portes, secrétaire de la Fédération autonome, fut adoptée avec quelques modifications restées dans le cadre d'une discussion très fraternelle.

Mais cette résolution, contrairement aux informations de « L'Humanité », ne se limite pas à « demander à nouveau aux » syndicats F.O. et C.F.T.C. de se joindre « au mouvement ». Le but est ici confondu avec le moyen. Se joindre au mouvement est précisément ce que F.O. et la C.F.T.C. ne veulent pas encore.

Si « le succès dépend de la réalisation « complète du Front uni » (même article) le moyen est donc l'unité d'action qui doit tenter de réaliser la C.G.T. et les Autonomes, soutenus par tout le mouvement, en faisant des propositions à F.O. et à la C.F.T.C. Ces démarches, qui ne se font sans ambiguïté la résolution et le tract : « le Comité national appelle toutes les Fédérations à se rencontrer afin de « discuter et élaborer une revendication commune ».

Ainsi l'unité d'action dans les P.T.T. à tous les échelons peut réaliser un bond en avant. La victoire sur le gouvernement est à ce prix.

G. MOUGARD.

Délégué au Comité régional parisien pour la prime

Un tract du Comité National des P.T.T. pour la Prime

PAR L'UNITE D'ACTION LA PRIME DE FIN D'ANNEE EST A NOTRE PORTEE

DEPUIS deux mois notre Comité mène l'action pour obtenir du gouvernement la prime de fin d'année.

Dans cette lutte difficile la Fédération postale C.G.T. et la Fédération autonome des P.T.T. ont toujours soutenu notre mouvement.

Les multiples arrêtés de travail, les pétitions et délégations de toutes sortes ont permis de faire passer nos revendications devant les instances. Ainsi : — C'est le ministre Duchet qui, après s'être opposé au vote unanime de l'Assemblée Nationale, laisse entendre que la prime pourrait faire l'objet de conversations gouvernementales ;

— c'est la Fédération C.F.T.C. des P.T.T. qui, revenant sur sa position initiale, demande maintenant une avance à valoir sur une revalorisation des traitements ;

— et la Fédération syndicaliste (Force Ouvrière), après son opposition totale, formule à présent une prime avec incorporation des primes de rendement.

Il a contraint le Ministre à lever les sanctions de suspension que deux de nos camarades du Bureau gare d'Asnières avaient encourues à la suite de leur grève d'un quart d'heure dans l'unité.

Dans de nombreuses corporations les travailleurs obtiennent la prime. Ceux de la Caisse d'Épargne de Paris grâce à la réalisation de l'unité de leurs deux syndicats C.G.T. et C.F.T.C. viennent d'obtenir une prime de fin d'année allant de 40.000 fr. à 80.000 fr.

La confiance grandit partout parce qu'en province comme à Paris, dans toutes les catégories, dans les aéro, à la poste, au téléphone aux lignes, aux câbles postaux les postiers exigent avec une force accrue satisfaction à leur revendication.

Les actions dans l'unité faites jusqu'à ce jour dans les bureaux et services sont un gage de confiance immense dans nos possibilités immédiates d'arracher la victoire.

La condition de la victoire : L'UNITE D'ACTION.

Les positions nouvelles des dirigeants nationaux F.O. et C.F.T.C. doivent permettre de réaliser par l'unité en construction à tous les échelons des Comités d'unité d'action.

Le Comité national appelle toutes les Fédérations à se rencontrer afin de discuter et d'élaborer une revendication commune et d'appuyer le mouvement unanime de la corporation.

C'est dans cet esprit que le Comité national des P.T.T. pour la prime de fin d'année invite :

- la Fédération syndicaliste (Force Ouvrière) ;
- la Fédération C.F.T.C. des P.T.T. ;
- la Fédération des syndicats autonomes des P.T.T. ;
- la Fédération postale C.G.T. ;

à apporter leurs points de vue sur cette revendication.

GRAND MEETING DU 22 JANVIER 1953 à 20 h. 30

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE (RUE ST-VICTOR)

- Pour que le Gouvernement nous donne satisfaction.
- Pour exiger que le Parlement, saisi d'une proposition de loi sur notre revendication, prenne position d'urgence.
- Pour que notre Comité National soit reçu par les Pouvoirs publics.
- Pour éviter toute manœuvre dilatoire d'où qu'elle vienne.

TOUS PRESENTS ! NOUS ARRACHERONS LA PRIME DE FIN D'ANNEE !

Contre les licenciements

Contre les manœuvres patronales

40 HEURES PAYÉES 48

Le patronat veut faire payer sa crise économique à la classe ouvrière. Il tente de réaliser, en imposant des licenciements, son expérience de productivité que les ouvriers ont rejetée jusqu'ici et qui a échoué.

Nous en voyons l'exemple chez Simca où la direction profite de la menace de licenciements pour déclasser un grand nombre d'ouvriers.

Chez Renault, les manœuvres d'abord voulu faire accomplir aux ouvriers en 40 heures le travail de 48.

Maintenant il annonce que le personnel de l'usine, en se montrant en particulier dans les services d'entretien.

C'est vrai que pour les capitalistes Renault ne peut continuer à tourner avec le même personnel, en fabriquant à peine 500 « quatre chevaux » au lieu de 425. Encore que 400 n'en est-il vendu que pour une moyenne de 200. Lefauchaux chercherait même à louer des terrains pour stocker ces voitures ! La situation est la même pour toutes les autres productions de l'usine.

En plus de cela, Lefauchaux « fabrique » du personnel en « surnombre ». Un exemple entre autres en est donné au département 12, dans l'île Seguin.

Dans ce département, il existait une équipe pour les petites réparations, à côté de l'équipe qui fait les grosses réparations et la mise au point, rattachée celle-là au département 37.

Première étape : diminution de moitié des ajusteurs P1 de l'équipe de « petites réparations » d'un minimum de dix, pour l'exécution d'un même travail. Les ouvriers écartés sont mutés au département 37.

Deuxième étape : la direction remplace les P1 résistants par des O2, sans aucune prime supplémentaire pour ces derniers.

Résultat final : une paye d'O2 suffit à payer un travail valant auparavant deux payes de P1. La direction a réussi à dévaluer un poste de travail, à faire augmenter la cadence de travail pour ceux qui y restent et elle a « fait » des ouvriers en « surnombre ».

Contre tous les licenciements, les ouvriers de Renault mettront en avant leur « véritable loi d'ordre unanime » : les 40 heures payées 48. Ils lutteront pour l'unité d'action de tous les syndicats ouvriers, seul moyen de mobiliser pour une telle lutte.

Correspondant.

Le Gérant : FONTANEL
Imp. Spéc. de la « Vie Ouvrière »
— G.D. 3 P. D. — P. 19

LES RICHES PAIERONT LE LEAP

(Suite de la première page.)

depuis n'aiment pas prendre ce genre de responsabilité devant les électeurs, on instituera les lois-cadres, décrets-lois sous un autre nom, en même temps que seront renforcés le pouvoir exécutif et le Conseil de la République, par la réforme constitutionnelle.

La bourgeoisie française subit les coups et les contre-coups d'une situation économique et internationale qui la domine entièrement. Elle peut seulement, ouvertement et cyniquement, se préparer à « faire payer les autres ».

FAIRE PAYER LES PAUVRES

En attendant, la lutte pour les débouchés s'aggrave. Le capitalisme français doit défendre sa place dans le commerce international. Ceci réclame des mesures d'austérité plus dures que la masse de dollars nécessaires devient de plus en plus problématique. Il faut « s'attaquer à la structure des prix français », c'est-à-dire aux « nombreuses causes qui tendent à alourdir nos prix de revient. Ainsi le coût de la main-d'œuvre, en y comprenant les salaires et les charges sociales, est en général plus élevé aujourd'hui chez nous que chez nos concurrents. Ce désavantage est aggravé souvent par l'insuffisance du rendement de la production, et d'autant plus intéressante qu'elle est extraite du Monde, journal connu pour ses tendances neutralistes, et favorable au Front National Uni.

La thèse du Monde se recoupe avec les conclusions de M. Villiers à l'Assemblée générale du C.N.P.F. « Il faut donc poursuivre résolument la politique couraçue entreprise par M. Pinay pour lutter contre l'inflation et défendre le monnaie, en refusant de céder au mirage de la dévaluation ».

M. Mayer devra d'autant plus être l'homme de la « politique couraçue » que sa manœuvre pour obtenir des dollars sur simple promesse se révélera impuissante. C'est sur ce seul terrain qu'il peut conserver « sa majorité » et éviter les conséquences.

Son ministère s'est mis rapidement à l'ouvrage. Il réduit le budget de 86 milliards, soit 50 provenant d'économies au détriment du secteur civil (15 de dépenses de fonctionnement, 35 de dépenses d'équipement des secteurs civils), 31 à 36 milliards du secteur militaire dont 21 seulement sont touchés.

Le déficit budgétaire de plusieurs centaines de milliards prévu par le même Mayer est donc loin d'être comblé. Mais le nouveau Président a d'autres cartes à son arc : la réforme fiscale (au profit du capital), la réforme de la Sécurité sociale (toujours au profit du capital). Et comme les

ouvriers se développent jusqu'à imposer un gouvernement des travailleurs fournirait ces moyens.

La volonté unitaire des travailleurs se manifeste d'abord sur les objectifs les plus simples et les plus immédiats. Chez les postiers, par exemple, pour obtenir la prime de fin d'année, dans le Nord pour lutter contre les effets immédiats du chômage et de la misère.

Il faut que les aspirations unitaires des travailleurs soient bien puissantes pour qu'elles parviennent à se manifester partiellement malgré les interdits, les condamnations, les manœuvres des dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste français.

Ne voit-on pas les dirigeants de la S.F.I.O. utiliser les procès en préparation en U.R.S.S. pour dresser des épouvantails contre l'unité d'action ? Tandis que ceux du P.C.F. au lieu de proposer à Mollet, qu'il déclare qu'il faut faire payer les riches, d'agir en commun dans ce but, oppose l'unité d'action à la base à l'unité d'action au sommet. Et lorsque l'unité d'action se réalise à la base, le P.C.F. la condamne également au nom de la nécessité de la politisation, parce qu'elle est limitée à des objectifs « économiques ». Un triste exemple en est l'article de R. Hennouin dans l'Éclair. Nouvelle, qui critique les « déviations opportunistes » des militants de son parti qui ont réalisé pour des objectifs limités l'unité d'action avec les socialistes.

Les travailleurs, socialistes, communistes, sans parti, admettent de moins en moins que les partis socialistes et communistes ne puissent pas pour lutter en vue d'atteindre les objectifs de plus en plus nombreux qui leur sont communs.

Ces aspirations unitaires trouveront leur moyen d'expression. Les trotskistes, dans toutes leurs activités, agissent dans ce sens. Si des hommes comme Marcy appellent les travailleurs à s'unir, leur appel cristallise la volonté unitaire de milliers de travailleurs. Alors il faudra que les dirigeants des organisations ouvrières comprennent qu'ils doivent s'unir.

MILITANTS OUVRIERS

Écrivez à « La Vérité »
Voilà expériences profiteront à tous.

Elles nous aideront tous à mieux combattre.
Devenez correspondants de « LA VÉRITÉ »

honnête à voir. Il serait plus intéressant de nous voir comment.

Mais, après Duclos, d'accord au moins sur ce point : la vieille position réformiste, et le socialisme, ce n'est plus pour aujourd'hui. » En attendant, appliquons une politique rompu avec le Pacte atlantique et se rapprochant de l'U.R.S.S. Toutes les classes sociales y trouveront leur compte. Mais causer, mais le neutraliste Monde a répondu.

Quant à Guy Mollet, il veut bien « faire payer les riches » mais dans le cadre du Pacte atlantique, des crédits militaires, etc. Sans aucune médisance : il doit être difficile d'obtenir des dollars de la frange bourgeoise yankee et de députer en même temps la bourgeoisie française.

CE QU'ATTENDENT LES TRAVAILLEURS

Il apparaît de plus en plus que les travailleurs — ceux de la S.F.I.O., comme ceux du P.C.F., comme ceux qui n'appartiennent à aucune organisation — recherchent d'autres moyens que ceux de Duclos et Mollet. L'unité d'action des partis et syndicats ou-

vières se développent jusqu'à imposer un gouvernement des travailleurs fournirait ces moyens.

La volonté unitaire des travailleurs se manifeste d'abord sur les objectifs les plus simples et les plus immédiats. Chez les postiers, par exemple, pour obtenir la prime de fin d'année, dans le Nord pour lutter contre les effets immédiats du chômage et de la misère.

Il faut que les aspirations unitaires des travailleurs soient bien puissantes pour qu'elles parviennent à se manifester partiellement malgré les interdits, les condamnations, les manœuvres des dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste français.

Ne voit-on pas les dirigeants de la S.F.I.O. utiliser les procès en préparation en U.R.S.S. pour dresser des épouvantails contre l'unité d'action ? Tandis que ceux du P.C.F. au lieu de proposer à Mollet, qu'il déclare qu'il faut faire payer les riches, d'agir en commun dans ce but, oppose l'unité d'action à la base à l'unité d'action au sommet. Et lorsque l'unité d'action se réalise à la base, le P.C.F. la condamne également au nom de la nécessité de la politisation, parce qu'elle est limitée à des objectifs « économiques ». Un triste exemple en est l'article de R. Hennouin dans l'Éclair. Nouvelle, qui critique les « déviations opportunistes » des militants de son parti qui ont réalisé pour des objectifs limités l'unité d'action avec les socialistes.

Les travailleurs, socialistes, communistes, sans parti, admettent de moins en moins que les partis socialistes et communistes ne puissent pas pour lutter en vue d'atteindre les objectifs de plus en plus nombreux qui leur sont communs.

Ces aspirations unitaires trouveront leur moyen d'expression. Les trotskistes, dans toutes leurs activités, agissent dans ce sens. Si des hommes comme Marcy appellent les travailleurs à s'unir, leur appel cristallise la volonté unitaire de milliers de travailleurs. Alors il faudra que les dirigeants des organisations ouvrières comprennent qu'ils doivent s'unir.

CLERMONT-FERAND

Permanence tous les samedis de 17 à 19 h., au Café National, place Gaillard.

(Adresser la correspondance à cette adresse.)

reste en prison !

(Suite de la première page.)

clois, Raymond Guyot et autres sur « les atteintes aux libertés démocratiques les plus élémentaires » à l'Assemblée, ne changeront pas d'un iota leur situation inconfortable.

Devant l'illegalité commise par le gouvernement, il ne s'agit pas de crier « à l'illégalité », ce qu'il faut avoir comme objectif essentiel c'est de préparer la classe ouvrière au combat contre l'illégalité sans tenter de la tromper sur sa propre situation comme le fait J. Duclos lorsqu'il explique devant la sous-commission des Immunités parlementaires : « C'est parce que la politique démocratique et nationale du P.C.F. étend chaque jour davantage son influence que le gouvernement a mis en scène son complot anti-communiste ».

De telles explications poussées à leur terme logique amèneraient à penser que si l'Assemblée n'est pas à étendre son influence, toute l'avant-garde ouvrière va se retrouver à Fresnes.

Il en va de même quand Duclos dit : « La contradiction qui existe entre la poursuite de la politique nationale et la volonté du peuple a été à l'origine de la chute du gouvernement Pinay ».

Cet optimisme tout à fait gratuit ne peut avoir comme seul résultat que de discréditer un peu plus le Parti communiste aux yeux des travailleurs, qui sentent quotidiennement s'appesantir sur leurs épaules le poids de la réaction montante. Devant les déclarations de Guy Mollet à cette occasion devant l'Assemblée, une solution immédiate tendait les bras à J. Duclos : faire des propositions de front unique P.C.F.-P.S.

Mais il ne l'a pas fait car : « La bourgeoisie française assigne au chef de file du Parti socialiste un rôle de pseudo-opposition destiné à faciliter leur besogne de division de la classe ouvrière ».

Et encore : « Tout cela vise à faire croire qu'une certaine opposition serait tolérée et tend à rendre si possible moins visible, moins criante, la répression contre la véritable opposition ».

Ainsi au moment où le sort du gouvernement Pinay ne tenait qu'à cinq ou six voix, le bourgeois le aurait assigné à une centaine de parlementaires, le rôle de pseudo-opposition. Ce n'est pas sérieux. Le Parti socialiste se sent menacé par la répression contre le P.C.F. En 36, l'attitude du Parti socialiste vis à vis de l'Union Soviétique était strictement la même qu'aujourd'hui et pourtant il y a eu le Front Populaire.

Aujourd'hui, ne pas agir pour le front unique c'est peut-être pour le P.C.F. rester dans la ligne stalinienne, mais c'est sûrement creuser la tombe de l'avant-garde ouvrière et du Parti communiste lui-même.